

Société historique de Haute-Picardie

Bureau

Président	M. Claude CARÊME
Vice-président	M. Jean-Louis BAUDOT
Trésorière	Mme Claudine LEFÈVRE
Secrétaire	Monsieur Robert LEFÈVRE
Trésorier adjoint	Monsieur Jean MAUCORPS
Secrétaire adjoint	Madame Dominique HUART

Activités de l'année 2006

13 JANVIER : *La magie du cinéma, un siècle de technique et d'émerveillement*, visite-conférence au musée de Laon de l'exposition par M. Bernard Huriez.

L'exposition est fondée sur une riche collection d'appareils qui révèlent l'évolution de la technologie du Septième art. Les objets sont rassemblés depuis vingt ans au hasard des brocantes.

La lanterne magique existe déjà au XVII^e siècle : une source lumineuse (bougie, lampe à pétrole...) permet de projeter une forme sur un drap ; les spectateurs de l'autre côté assistent à une fantasmagorie ; la lanterne magique devient un passe-vues de plaques de verre peintes, puis photographiques ; elles permettent alors de conter des histoires merveilleuses.

Le praxinoscope, mis au point par Emile Reynaud en 1876, restitue le mouvement en faisant passer mécaniquement une bande de dessins sur fond noir, à une vitesse de 12 à 16 images par seconde. Reynaud crée ainsi le théâtre optique et le dessin animé. Le succès des représentations l'empêche peut-être de faire la découverte que réalise Louis Lumière en 1893. En observant l'aiguille de la machine à coudre, celui-ci conçoit le film avec des perforations qui donnent le mouvement continu. En 1895, les frères Lumière attirent les premiers spectateurs du cinéma au Grand Café à Paris. Les projections ne vont pas sans drame. L'arrivée du train en gare de La Ciotat fait peur. Plus grave, le film est inflammable : il cause l'incendie du Bazar de la Charité et, dans l'Aisne, la catastrophe de Montceau-le-Neuf. En conséquence, la cabine de projection devient obligatoire. À partir des années 1920 sont mis au point des projecteurs de plus en plus perfectionnés. Le Pathé-Baby de 1924 utilise des films de 9,5 mm, à crans centraux, animés à la manivelle : il faut chanter «Sambre et Meuse» pour réussir un

cadence régulière de 18 images par seconde. Il est ensuite à moteur ! La caméra à manivelle puis à remontoir permet même à l'amateur de réaliser son film... Il est à noter l'échec du 17,5 mm français, pour petit écran, en 1940 : l'Allemagne occupante impose le 16. Dans la collection ressort le célèbre et robuste Debie 16 qui devient, dans les années 1960, le projecteur des ciné-clubs et des services culturels français à l'étranger.

Bernard Huriez se soucie aussi de sauver le patrimoine filmé par les amateurs (films sur l'après-guerre 1944-54 ou les années 60 à Château-Thierry). C'est pourquoi, il a fondé l'association « À son image », basée à Brasles, et veut créer une Maison du cinéma à Chézy-sur-Marne.

19 JANVIER : *La Grève des tranchées*, conférence de M. Denis Rolland, président de la Société historique de Soissons.

C'est devant une salle comble, comme cela est devenu fréquent, que Monsieur Rolland a présenté l'état de ses recherches sur ce que l'on a coutume d'appeler « les mutineries de 1917 ». Guy Pédroncini, il y a 40 ans, les a révélées, étudiées avec précision. Monsieur Rolland y revient par une relecture des archives.

En 1917, le mouvement pacifiste s'intensifie et la conférence de la 3^e A.I.T. à Stockholm est considérée comme l'occasion de mettre fin à la guerre. La Révolution russe contraint à retirer du chemin des Dames les brigades russes qui refusent de se battre. À l'arrière, les grèves s'étendent. La presse, les civils du front colportent beaucoup de fausses nouvelles.

Dans ce contexte, l'offensive Nivelle, qui engage 1 200 000 hommes, est un échec total, alors qu'elle a été présentée comme décisive. La désillusion fonde la désobéissance des soldats, d'autant que, le 4 mai, de nouvelles offensives aussi malheureuses sont lancées à Craonne (plateau de Californie !) et Laffaux. Comme lors de ces semaines, les permissions, essentielles, soutien moral du soldat, sont très réduites, les incidents se multiplient. Ils prennent la forme, pour Denis Rolland, de la grève et non de la mutinerie (NDLD : qu'est-ce qu'une mutinerie ?). À Berzy-le-Sec, le 129^e R.I. manifeste avec discipline : sa mise au repos à l'arrière, considérée comme une victoire, étend le mouvement. Les troupes de 1^{ère} ligne refusent de combattre ; celles des cantonnements refusent de monter en ligne ; les attentes dans les gares, comme à Crépy-en-Valois, énervent les permissionnaires impatients.

Finalement, les « mutins » ou « grévistes » profitent en 1917 d'une justice moins expéditive que précédemment. Les 125 soldats du 321^e R.I., à Vendresse, qui se sont cachés quelques jours avant de se rendre dans l'ordre, sont accusés par le conseil de guerre « d'abandon de poste » seulement. À Cœuvres, il n'y a qu'une exécution, d'un récidiviste, pour 400 hommes qui n'ont pas voulu monter au front et qui ont résisté une semaine. Les conséquences les plus dramatiques ont lieu à Ville-en-Tardenois où l'ordre est rétabli... à la mitrailleuse (5 morts), et à Charcrise où l'exécution des 4 condamnés se passe dans la réprobation unanime.

Pour M. Rolland, ces « grèves » face à la guerre ont touché au moins 78 divisions et 80 000 soldats, soit deux fois le compte de Monsieur Pédroncini. Ces mutins,

surtout petits bourgeois, « employés » dans le civil avant guerre, sont en guerre depuis août 1914. Le nouveau commandement comprend leur lassitude et relativise les incidents. C'est pourquoi, suite à la modération des manifestations qui se sont déroulées dans le plus grand respect de la Nation et de la République, le droit de grâce a été largement appliqué: 26 exécutés sur 450 condamnés à mort. En outre des officiers (32) ont été sanctionnés. Mais, il ne faut pas oublier les 1 100 soldats condamnés aux travaux forcés et publics, les 2 000 déportés dans les colonies.

8 FÉVRIER: *Quel chantier!*, visite-conférence de l'exposition archéologique départementale présentée aux Archives par M. Alain Nice.

Alain Nice, responsable du nouveau service archéologique du département et du musée des Temps-Barbares de Marle, retrace tout d'abord l'histoire des fouilles de Goudelancourt qui sont à la base du musée. Le GRAC, groupe de recherche archéologique du Cornu, est né en 1981 après la découverte par un agriculteur d'un sarcophage dans un de ses champs. Cet agriculteur peut être remercié d'avoir facilité les recherches qui ont mis à jour un cimetière de 458 tombes mérovingiennes. Goudelancourt possède ainsi le seul cimetière de l'Aisne systématiquement fouillé. À partir de 1988, un habitat a été découvert à proximité: il s'agit d'une ferme organisée autour d'un puits. Le site est complexe car il a été occupé pendant quatre siècles jusqu'au X^e siècle. Il faut reconstituer les bâtiments, les métiers à tisser... dans le dédale de trous de poteaux qui ont été dégagés!

Après son exposé sur Goudelancourt, Alain Nice a commenté la remarquable exposition *Quel chantier!*, réalisée par le département, la DRAC, l'INRAP, le CRDP, et présentée aux Archives. La première rotonde rassemble une frise chronologique et des cartes sur les sites archéologiques de l'Aisne, comme Nizy-le-Comte sur la route romaine Reims-Bavay...; divers panneaux illustrent l'histoire de l'archéologie dans le département, la législation, les acteurs de la recherche (Lobjois, G. Naze...) et les méthodes de détection des sites (photographie aérienne...). La deuxième rotonde propose aux visiteurs une sélection d'objets issus des collections conservées dans les divers musées. La troisième rotonde fait pénétrer dans le monde de la fouille et des méthodes, de plus en plus scientifiques, qui permettent d'interpréter les données, grâce à des bureaux-vitrines sur l'archéologie funéraire, l'archéozoologie, l'archéobotanique, le traitement des objets métalliques exhumés, la restauration des fresques murales romaines (centre de Soissons). La dernière salle est consacrée à l'archéologie expérimentale, aux restitutions de sites.

3 MARS: *La construction du chemin des Dames*, conférence de M. Guy Marival.

M. Guy Marival, responsable du chemin des Dames au conseil général, a présenté «La construction du chemin des Dames» devant, malgré le mauvais temps, une assistance nombreuse (110 personnes), comme à chaque réunion de la Société historique de Laon, actuellement.

M. Marival se demande comment la route de l'Ange-Gardien à Craonne et à Corbeny est devenue le chemin des Dames. Le *Petit Larousse* considère officiellement que c'est «le chemin emprunté par les filles de Louis XV». L'ont-elles emprunté réellement? Combien de fois? Ou l'ont-elles simplement aménagé?

L'histoire de sa construction commence le 26 août 1776, quand Madame de Narbonne acquiert le château de La Bove pour 802 400 livres dont 502 400 versées par Madame Adélaïde, une des quatre filles survivantes de Louis XV, alors que, avec sa sœur Victoire, Adélaïde vient déjà d'acquérir la propriété de Louvois, entre Reims et Epernay (sur la départementale 9, véritable chemin des Dames). Madame de Narbonne, née en 1734, de petite noblesse auvergnate, est rentrée au service de Madame Henriette, puis est devenue dame d'honneur de Madame Adélaïde en 1761. Ambitieuse, adepte du népotisme et de l'argent facile, elle est considérée alors comme le pire personnage de l'entourage de Marie-Antoinette. Pour que Mesdames Adélaïde et Victoire puissent aller de Versailles à La Bove, Madame de Narbonne ordonne à l'intendant de rendre carrossable le chemin de l'Ange-Gardien à Corbeny. Les ponts et chaussées se soumettent lentement, car il n'a pas d'intérêt économique, alors qu'il y a tant à faire avec le maillage des routes royales en cours. Son coût, pour 12 782 toises (25 km), est estimé à 55 000 livres, 32 400 journées de corvée, étalées sur six années de travaux. Si le chemin est commencé en 1784, l'abolition de la corvée en 1786 retarde la construction finalement essentiellement réalisée en 1788 en cailloutis et non pavée, au contraire de ce que l'on a toujours pensé.

Là encore, au contraire de ce que son nom laisse supposer, les archives ne certifient qu'un passage de ces Dames, en 1784. Peut-être y en a-t-il eu deux, voire trois, au total! La construction apparaît être un caprice. Est-ce pour cela, et par dérision, que la route de l'Ange-Gardien est dénommée «chemin des Dames» dès 1792 au conseil municipal de Bray-en-Laonnois? Ou est-ce par l'étonnement du petit peuple d'avoir vu passer, en cette campagne isolée, les filles d'un roi mal aimé avec leur suite nombreuse et... somptueuse?

22 MARS : *Français et Indiens aux XVII^e et XVIII^e siècles*, conférence de M. Gilles Havard, professeur.

En liaison avec l'association Marquette-Jolliet, la Société historique de Laon a organisé une conférence sur les «Français et Indiens aux XVII^e et XVIII^e siècles» présentée par un spécialiste, M. Gilles Havard, qui vient de publier une *Histoire de l'Amérique française* chez Flammarion.

Des gallicismes, des toponymes canadiens et états-uniens actuels révèlent la présence française en Amérique du Nord à l'époque moderne. Elle s'étend alors sur un vaste territoire, «grand comme l'Europe» pour Alexis de Tocqueville. Il a la forme d'un croissant couvrant le Saint-Laurent, les Grands Lacs, presque tout le bassin du Mississippi-Missouri. Cette dernière partie constitue la Louisiane vendue par Bonaparte en 1803 aux Etats-Unis en formation.

La grande colonie française d'Amérique rassemble quelque 90 000 colons seulement, surtout présents le long du Saint-Laurent, avec la ville de Québec où réside

le gouverneur. Ils ont d'excellentes relations avec les 7 millions d'Amérindiens, majoritairement leurs alliés dans la lutte contre les Anglais. On ne compte qu'un seul conflit entre Français et Indiens en 150 ans.

Cette atmosphère cordiale entre les deux communautés a de multiples causes intéressantes. La mode du chapeau en Europe pousse les colons à se procurer des fourrures : pour la chasse aux castors et le travail de cette matière, ils ont besoin des Indiens et s'installent systématiquement près de leurs villages. De fait, beaucoup de Français s'indianisent. Les missionnaires jésuites maîtrisent les langues indiennes : le père Marquette en connaît six. Ils adoptent aisément le mode de vie indigène, les vêtements, les déplacements en canoë, le tatouage ou piquage, symbole de la valeur du tatoué et élément de séduction masculine envers les femmes. Précisément, la liberté sexuelle des ces peuples, qui ne connaissent pas l'interdit de la chair, laissent aisément leurs femmes aux Français célibataires pour les cinq sixièmes, au contraire des Anglais venus en familles. Le métissage, qui résulte des unions fréquentes, infiltre la société indienne sans aucun problème. Français et Indiens finissent par ne former qu'un seul peuple selon M. Havard.

5 AVRIL : *Les représentations photographiques de la Grande Guerre*, conférence de Mme Joëlle Beurier, doctorante à l'Institut de Florence.

Cette réflexion se fonde sur la presse illustrée française, en particulier à partir des deux hebdomadaires très lus *L'Illustration* et *Le Miroir*, qui ont tenté d'informer l'arrière sur le front par la photographie.

Le paysage de guerre à Verdun est retracé dans *Le Miroir* en avril 1916 par des forêts de troncs mutilés, vides d'hommes, ou par un nature lunaire, aux multiples trous d'obus, toujours vides d'hommes. Ces trois caractères sont sensés témoigner de l'enfer qui s'y déroule et que l'homme ne maîtrise plus, telle l'apocalypse. La bataille de la Somme qui suit celle de Verdun est transcrite avec un cadrage plus étroit portant sur le chaos des tranchées, aux branchages désordonnés, aux détritrus en masse ; l'homme y est cette fois intégré ; il est acteur de la violence destructrice du paysage.

La mort est introduite dans les reportages, très tôt, mais progressivement, comme pour habituer l'arrière. Dès le 22 août 1914, *L'Illustration* montre des cadavres de chevaux, puis après des hommes, allemands, morts à la bataille de la Marne, puis des zouaves, puis en février 1915 un Français de Métropole, vu de loin, enfin un Français reconnaissable le 13 mars 1915. Le lecteur ainsi accoutumé, les journaux font apparaître crûment la réalité dans une course au sensationnel : des massacres, en Hongrie, d'enfants et de femmes aux yeux ouverts, une femme calcinée, une jambe seule, un corps se desséchant accroché à un arbre mort (*Le Miroir*, 9 mai 1915). C'est la barbarie révélée. Elle est uniquement allemande !

Enfin, la presse tente de faire vivre le combat par des montages. *Le Miroir*, le 19 novembre 1916 présente un assaut en cinq photos successives donnant l'illusion du reportage filmé.

Des concours à la plus belle photographie stimulent très tôt des soldats qui s'équipent de petits appareils Kodak, et qui proposent ainsi des documents réels

à la presse. La censure finalement permet tous ces témoignages : elle est moindre que ce qui est affirmé : elle est tardive, tournée, accepte le compromis, et plus rigoureuse envers l'écrit.

4 MAI : *Jean Macé, père de l'école pour tous*, conférence de M. Tony Legendre.

Jean Macé appartient au département de l'Aisne, puisqu'il s'est installé à Monthiers le 28 septembre 1872 et y est enterré le 13 décembre 1894. Né à Paris, en 1815, dans une famille modeste, il peut suivre des études jusqu'au baccalauréat, grâce au curé qui l'introduit au collège Stanislas. Toutefois, orphelin de mère à dix ans, puis de père à dix-huit ans, il se retrouve après son baccalauréat, pauvre et sans situation, endetté. Il n'a comme solution que de rejoindre l'armée en 1842. Trois ans plus tard, un protecteur le rend à la vie civile et le prend comme journaliste à la *Revue des deux mondes*. Proche des socialistes utopiques, des fouriéristes, il participe activement à la révolution de 1848, conçoit alors que l'application du suffrage universel doit être accompagnée d'une éducation républicaine du peuple, et reprend ses activités de journaliste, correspondant de *La République*. En septembre 1850, il épouse sa voisine qui l'a soigné de la typhoïde.

Le coup d'Etat de Louis Napoléon Bonaparte l'oriente vers son destin. Sans travail, il rejoint « Le petit château » de Beblenheim, un pensionnat de jeunes filles, où il reste professeur 18 ans. Il y multiplie les initiatives pédagogiques. Ainsi naît *La Ruche*, l'hebdomadaire du pensionnat tenu par une « semainière ». Tandis qu'il rédige des contes pour enfants et un manuel de vulgarisation scientifique appelé à un grand succès, *Histoire d'une bouchée de pain*, il lance les bibliothèques communales et la Ligue de l'enseignement qu'il veut neutre en matière de religion et non laïque.

Contraint à l'exil après le rattachement de l'Alsace-Moselle à l'Allemagne, il poursuit son action à partir du château de Monthiers. Sous la pression de la Ligue et sous le poids des pétitions qu'elle présente, l'école primaire gratuite, obligatoire et laïque est votée.

Nommé sénateur en 1883, il s'affirme pacifiste. Mais le regard, de cet Alsacien de cœur, est porté vers « la ligne bleue des Vosges », et sa pensée vers la reprise de la province perdue. D'ailleurs, en 1946, ses cendres sont transférées à Beblenheim : un monument le célèbre encore, interpelle les indifférents sur son rôle de père de l'école pour tous.

28 JUIN : *La faïence de Sinceny, une passion*, visite de l'exposition au musée de Laon par Mme Jorrand, conservatrice.

L'ambition de cette exposition n'est pas de faire le panorama de la production de faïences à Sinceny, mais d'en montrer l'originalité et l'excellence au travers des choix d'un collectionneur.

On a beaucoup attribué à Sinceny, en particulier toutes les pièces de qualité médiocre, alors que les belles pièces revenaient de droit à Rouen, maison-mère. Or si la technique est bien rouennaise, elle est utilisée à Sinceny, avec une tech-

nique très rapidement au point, avec une terre, des moules et des décors spécifiques. Pour bien comprendre la production de Sinceny, il faut avoir présent à l'esprit que c'est l'une des dernières manufactures de grand feu fondée en France. L'idée de Pellevé, premier directeur de 1737 à 1742, et de Fayard de Sinceny, le fondateur, est de faire en faïence de grand feu des décors de porcelaine.

Pour reconnaître « les Sinceny », il faut distinguer la terre le plus souvent jaune clair ou beige à peine rosé, l'émail brillant, imitant la porcelaine, bleuté ou verdâtre (au revers l'émail est plus vert et s'écaille), les couleurs de grand feu, jaune, bleu, vert, manganèse et rouge, la marque *S*, S, -S-, S., S.Y ou 'S, les formes des plats contournés et chantournés (aile à relief de creux et bosses), les décors chinois, d'oiseaux, floraux, de gravures (« Achille chez les filles de Lycomède »), à lambrequins, au sainfoin, à la rose jaune.

22 SEPTEMBRE : *Le Front populaire dans l'Aisne, reflet de la situation nationale ?*, conférence de M. Frédéric Stévenot.

L'Aisne est un département où l'industrie a une place certaine, malgré les apparences, avec un tiers de la population active tant urbaine (Saint-Quentin, Tergnier-Chauny...) que rurale (Saint-Michel...). La Grande Crise de 1929 a développé le chômage. Des grèves sont déclenchées dès le début de 1936, à Saint-Michel avec 500 métallurgistes, à Effry avec 350 métallurgistes également. Ils demandent le relèvement des salaires, l'amélioration des conditions de travail. Elles aboutissent à l'intervention de l'Etat, de la préfecture. Les élections de avril-mai et la victoire du Front populaire les multiplient : 3 000 grévistes dans l'arrondissement de Laon en juin. Elles peuvent être longues, dures, avec occupation des locaux, comme celle menée à l'imprimerie Cagniard à Château-Thierry du 8 juin au 28 septembre ; les salariés réclament l'application des nouvelles lois sociales ; l'Etat, là aussi, intervient (ministre, préfet, procureur, juge de paix) ainsi que les élus (député, sénateur, municipalité) et la direction nationale de la CGT de Jouhau.

S'il est industriel, le département est majoritairement rural : 813 sur 834 localités ont moins de 2 000 habitants, le secteur primaire regroupe un tiers des actifs. Après la première guerre s'est mis en place un syndicat des exploitants agricoles de l'Aisne, USAA, dynamique, qui veut le redressement des prix agricoles. Les salariés agricoles sont nombreux, 35 000 (sur 485 000 habitants), concentrés dans les 1 276 exploitations (10 % des exploitations de l'Aisne) ayant plus de 5 ouvriers. Leurs conditions de vie sont toujours difficiles : 28 F par jour contre 37 F pour le mineur, 12 heures de travail par jour en été, beaucoup sont logés dans les écuries, la législation sociale n'est pas respectée. Ce n'est qu'à partir de juin 1936 que des syndicats d'ouvriers agricoles se mettent en place. Les conflits éclatent alors (Chambry...). Ils aboutissent à un accord départemental le 29 juillet, grâce à la menace qu'ils font peser sur la moisson, et avec la réserve patronale sur la garantie d'un blé à 140 F. Leur remise en cause, les expulsions de meneurs étrangers, relancent le mouvement social lors de l'été 1937. Les patrons, cette fois organisés, en appellent aux jaunes, et aux Chemises vertes de Dorgères. La réaction se politise. Les violences entraînent l'intervention des gardes mobiles.

Les ouvriers agricoles pauvres s'épuisent, se démotivent. 1936-1938 révèle la dernière lutte sociale agricole interne. Après 1945, avec la disparition des ouvriers agricoles, l'entrée dans la CEE, le problème change de nature.

20 OCTOBRE : *Les ingénieurs des ponts et chaussées de la généralité de Soissons et du département de l'Aisne aux XVIII^e et XIX^e siècles*, conférence de Mme Cécile Souchon.

Mme Souchon s'est attachée à présenter les sources qui permettent d'étudier avec précision la carrière des ingénieurs des ponts et chaussées, en particulier ceux du premier âge, « l'âge du cheval ». Si Sully s'inquiète le premier du mauvais état des routes, il ne donne pas de suite à sa réflexion. C'est sous Colbert qu'est nommé le 1^{er} ingénieur en charge des routes, Poitevin ; mais il est seul pour tout le royaume. En fait, il faut attendre Orry, contrôleur général des finances de 1730 à 1745, après avoir été intendant de Soissons, pour que soit créé le corps des ingénieurs des ponts et chaussées. Son *Instruction sur les routes* (1738) fixe leur travail. Orry établit aussi la mal aimée, mais indispensable, corvée royale. Toutefois, ses décisions n'auraient sans doute pas eu la même efficacité sans la paix intérieure, condition sine qua non du bond en avant que connaît la France au XVIII^e siècle, et sans deux hommes essentiels, Trudaine et Péronnet. Trudaine fonde l'Ecole des dessinateurs – Ecole des ponts et chaussées en 1775 – et le corps des ingénieurs en 1750. Péronnet, hydraulicien réputé, est le directeur de cette école pendant près de 50 ans. Un des trois directeurs de la carte de Cassini, surnommé « le Vauban des ponts et chaussées », il reçoit pour son œuvre l'hommage de la Convention en 1794 !

On entre à l'école sur présentation ; les études durent de cinq à sept ans ; l'élève peut devenir enseignant. Parmi les ingénieurs des ponts et chaussées qui ont œuvré dans l'Aisne, lors de cet « âge du cheval » se détache Antoine Nicolas Gayant. Né à Beaufort en 1756, issu d'une famille modeste, il entre à l'école en 1777, en sort en 1781. Il est envoyé à Gap, puis à Cherbourg où il aménage le port « face aux Anglais », et au Havre. De 1802 à 1810, aidé de cinq ingénieurs et de plusieurs milliers de prisonniers de guerre, il achève, en tant qu'ingénieur en chef, le canal, jusqu'alors ébauché, de Saint-Quentin, entre l'Escaut et l'Oise, long de 93 km, coupé de 43 écluses. Napoléon l'inaugure. Gayant en reste responsable jusqu'à sa mort en 1824.

17 NOVEMBRE : *Les ravages des troupes protestantes dans le diocèse de Laon en 1567-1568*, conférence de M. Eric Thierry, secrétaire général de la Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie de l'Aisne.

Le diocèse de Laon dans la deuxième moitié du XVI^e siècle est rallié à la Ligue. Laon est même une citadelle du catholicisme. Avec l'évêque Jean de Bours, la Contre-Réforme triomphe. Cette prise de position est favorisée par la terreur protestante.

Le protestantisme a développé deux foyers dans le diocèse. Un en Thiérache, depuis 1524, à Landouzy, Lemé, Gercy, Guise. Un dans le Laonnois, depuis 1543,

à Paissy, mais surtout sur les terres de Louis de Bourbon (après son mariage en 1552 avec Eléonore la fille de Madeleine de Mailly), à Pierrepont, Aulnois, Sissonne, Anizy.

Catherine de Médicis accorde en janvier 1562 la liberté de culte. Mécontent, le duc de Guise y répond aussitôt par le massacre de Wassy. C'est la 1^{ère} guerre de Religion jusqu'en mars 1563 et l'édit d'Amboise qui réduit la liberté de culte à un lieu, un faubourg, par bailliage. Un temple est érigé à Crépy-en-Laonnois. Toutefois, la tension demeure. Les protestants sont accusés de sacrilège : d'avoir brisé un tabernacle et volé des hosties dans l'église Saint-Pierre-le-Vieil. L'occasion d'une reprise en main de la situation est donnée à l'évêque de Laon par l'affaire Nicole Aubry, possédée de Vervins, exorcisée par la communion de ses « 30 diables » à Liesse et à Laon.

La neutralité adoptée par Catherine de Médicis, dans la répression menée par le duc d'Albe envers les protestants des Pays-Bas, soulève la colère des protestants français qui organisent une armée en septembre 1567, prennent Soissons. C'est la 2^e guerre de Religion. Ils pillent Vailly, Chauny, Coucy, Prémontré, Saint-Nicolas-au-bois, Ardon, Bruyères où une fresque dans l'église montre un écartèlement.

Si, en mars 1568, la paix de Longjumeau met fin à cette 2^e guerre, dès septembre, la 3^e commence. Dans le Laonnois, des troupes protestantes se dirigent vers les Pays-Bas, incendient des villages de la vallée de la Serre. Repoussés vers Saint-Quentin, ils pillent Ribemont, Crépy, Braye, Corbeny, Liesse. Ces années de troubles traumatisent la population laonnoise. Les fausses nouvelles atroces se répandent. Les ruines sont réelles. Le chapitre cathédral doit secourir, restaurer. Il organise aussi des processions contre l'hérésie.

En 1570, l'amiral de Coligny réussit à obtenir quatre places fortes. Les protestants semblent vainqueurs. Un temps seulement, car après leur défaite à Mons le 17 juillet 1572 et la nuit de la Saint-Barthélémy organisée par Catherine de Médicis, ils doivent abjurer ou émigrer : François Daudard, couturier de Laon, rejoint Genève. Les Laonnois s'en réjouissent.

7 DÉCEMBRE : *Histoire de la monnaie à Laon*, conférence de M. Jean-Claude Dehaut, président de l'Association des Amis de Laon et du Laonnois.

La monnaie naît dans l'Antiquité. Les transactions pré-monétaires se comptent en cheptel : le mot « cheptel » en latin « *pecunia* » a donné « pécunier » et « tête » de cheptel, « *capita* », « capital ». Mythologie et archéologie datent et situent la naissance de la monnaie en Lydie : les rois Guygues et Crésus, aux VII^e-VI^e siècles, les premiers frappent et favorisent les échanges. Après les Créséides, se distinguent les Dariques. En 510 avant Jésus-Christ, Darius 1^{er}, maître de la Lydie, est représenté sur sa monnaie qui est réservée aux échanges avec l'étranger et à la paye des mercenaires. À Egine, Phidon d'Argos introduit la découverte asiatique pour s'adapter au commerce qui fonde la richesse de l'île ; il y met le symbole de la cité, la tortue (Artémis). À Corinthe, la monnaie est frappée de Pégase à l'avvers, au revers d'Athéna. À Athènes, la chouette au revers, Athéna nike à l'avvers.

Perséphone et Aréthuse, nymphe déesse de la source, permettent à la Sicile d'atteindre le sommet de la beauté de l'art monétaire. À Panticapée, sur le Bosphore, la tête de Pan est vue de 3/4 : une performance artistique...

Si Laon n'a pas dans l'Antiquité d'atelier monétaire, les monnaies antiques sont présentes dans le Laonnois. Une pièce d'Ibiza, dans les Baléares, trouvée dans l'oppidum de Saint-Thomas, affirme que celui-ci est bien Bibrax. Un atelier apparaît à Laon sous les Mérovingiens. Ceux-ci frappent des sous d'or imitant les monnaies impériales. Thierry 1^{er} y marque son initiale, Théodebert y inscrit sa titulature. Childéric II introduit le denier d'argent. Les lettres LVC (Lugdunum clavati) attestent que la monnaie est laonnoise. Sous les Carolingiens, Pépin impose en 755, par le capitulaire de Ver, le denier royal portant son nom et celui de l'atelier. La multiplication de ces deniers et des oboles contribue à la reprise des échanges. Par le capitulaire de Francfort en 794, Charlemagne unifie titre et poids, et impose le cours forcé. Le denier porte son monogramme, KAROLUS. Les deniers de Laon portent à l'avvers le monogramme avec GRATIA DEI REX – KAROLUS REX FR, et au revers un temple ou une croix avec LUGDANUM CLAVATI. Laon joue un rôle crucial dans l'avènement des Capétiens. Adalbéron frappe monnaie à Laon pour le nouveau roi. Le denier de Laon porte à l'avvers FRANCORU (M REX) avec croix et H.U.G.O., au revers H. (LUGDUN) O CLAVAT (O) avec temple. L'alliance de la monarchie et de l'Eglise est affirmée. Au XV^e siècle, sous Charles VII, l'atelier de Laon, ville frontière, permet de drainer le métal venant de l'étranger. L'atelier est représenté par un symbole, une coquille-ancholie. L'activité monétaire à Laon se termine à la fin du XVI^e siècle avec la frappe de l'écu d'or de Charles de Bourbon, en 1590.